



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES D'IRLANDE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE

DE DUBLIN

N° 1 – Janvier 2021

En bref

L'économie irlandaise pourrait enregistrer une croissance positive en 2020. Pourtant, l'herbe n'est pas plus verte qu'ailleurs. Le chômage touche près d'un cinquième de la population active en ce début d'année tristement marqué par la propagation du variant britannique en Irlande.

Zoom sur

Dans son dernier rapport trimestriel, publié le 22 janvier 2021, la *Central Bank of Ireland* (CBI) appelle l'attention sur les fortes incertitudes qui demeurent à court et moyen terme en raison de la dégradation sanitaire en Irlande. Les mesures de confinement freinent l'activité économique et la ralentiront jusqu'à ce que le déploiement du vaccin atteigne une proportion suffisante de la population pour permettre le relâchement progressif des restrictions sanitaires et donc la reprise économique. Selon son *scénario central* caractérisé par une campagne de vaccination effective à la mi-année, la CBI estime que la croissance économique pourrait progresser de 3,8% en 2021 puis 4,6% en 2022. Toutefois, elle indique que la reprise sur le marché du travail sera plus lente à se manifester avec un niveau de l'emploi en deçà de son niveau pré-crise jusqu'au moins 2022. D'après son *scénario pessimiste* où le déploiement de la vaccination serait moins efficace que prévu et entraînerait l'impossibilité de lever entièrement les restrictions avant un horizon d'environ deux ans, les

LE CHIFFRE À RETENIR

3,4%

Tel qu'estimé par l'ESRI pour l'année 2020, la croissance économique pourrait ressortir à +3,4% malgré les restrictions sanitaires en Irlande, parmi les plus strictes d'Europe.

chiffres du PIB, bien que positifs, tomberaient alors à 1,5% en 2021 puis 2,3% en 2022.

Macroéconomie

1 Prévisions de croissance

En 2020, l'Irlande pourrait enregistrer une croissance positive malgré l'impact économique de la Covid-19. Plusieurs instituts dont le think-tank de référence *Economic & Social Research Institute* (ESRI) et la CBI font état de la bonne performance des exportations irlandaises l'année dernière ; encourageant une révision à la hausse de leurs dernières estimations. L'ESRI et la CBI anticipent ainsi une croissance du PIB réel de respectivement 3,4% et 2,5% en 2020. Cette année, les prévisions récemment mises à jour vont de 3,8% à 5,3% (Voir Tableau *infra*).

Tableau récapitulatif des prévisions de croissance

Variation annuelle du PIB réel en %	2020	2021	2022
Banque Centrale	2,5	3,8	4,6
ESRI	3,4	4,9	n/a
Davy Research	n/a	4,8	5,5
AIB Research	3	5	4,5
Ibeq	0,8	5,3	6,2

Source : SE de Dublin

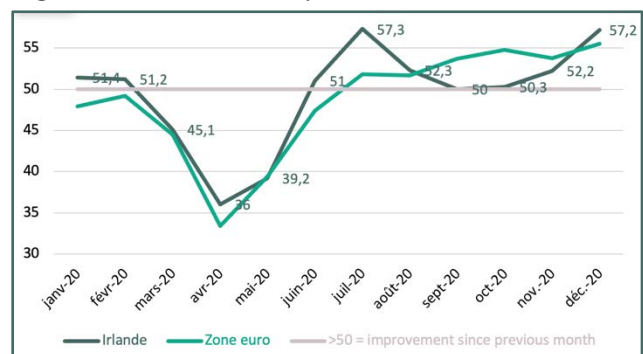
2 Activité économique

Les indices des directeurs d'achats (PMI) de l'institut Markit au mois de décembre 20 reflètent le rebond observé, tant dans les secteurs de l'industrie que des services, lors de la levée du confinement d'automne. Le niveau de confiance des entreprises interrogées sur les perspectives des douze mois à venir demeure optimiste, fondant l'espoir que les vaccins permettront d'améliorer la conjoncture économique.

Industrie

L'indice PMI du secteur manufacturier irlandais a nettement progressé (+5 pts à 57,2) en décembre 20, reflet de l'amélioration quasi-continue, d'un mois à l'autre, des conditions d'activité et suivant une tendance commune à la zone euro (Voir Figure 1.a). Les cinq soldes composant l'indice se situent en territoire d'expansion mais les stocks en sont le principal facteur ; les entreprises anticipant un « *no-deal Brexit* ».

Figure 1.a) : Indice PMI pour l'industrie



Source : SE de Dublin, à partir des données fournies par AIB Ireland

Services

L'indice PMI dans les services s'améliore, quant à lui, fortement et se stabilise autour du seuil symbolique des 50 (+4,7 pts à 50,1) au mois de décembre 20, après trois mois de dégradation continue (Voir Figure 1.b). En comparaison, l'indice en zone euro demeure en territoire de contraction (47,3). Ce résultat est le reflet de la recrudescence de l'épidémie qui, partout, freine la reprise du secteur tertiaire tandis que l'économie irlandaise se déconfinait après six semaines de restrictions. Parmi les quatre sous-secteurs interrogés pour la constitution de l'indice, celui des transports, des activités touristiques et des loisirs décline pour la neuvième fois sur les douze mois de l'année dernière.

Figure 1.b) : Indice PMI dans les services

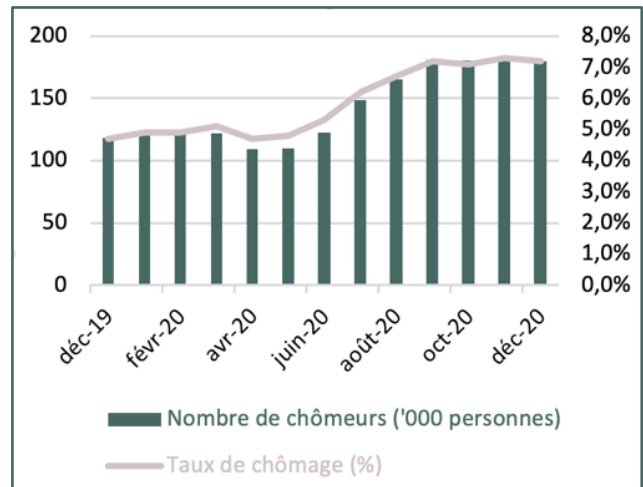


Source : SE de Dublin, à partir des données fournies par AIB Ireland

3 Chômage

Le taux de chômage en Irlande s'élève à 7,2% de la population active au mois de décembre 20, soit une baisse marginale par rapport au mois précédent (-0,1 point de pourcentage). Il progresse toutefois sensiblement par rapport à décembre 19 (+2,5 pts). Pour mémoire, il était de 4,9% avant la crise sanitaire (Voir Figure 2). Ce chiffre, calculé en application des normes européennes et internationales, ne reflète pas les nombreux bénéficiaires des allocations versées au titre des dispositifs spéciaux liés à la Covid-19, ces personnes ne remplissant pas les critères arrêtés par l'Organisation Internationale du Travail.

Figure 2 : Évolution du chômage

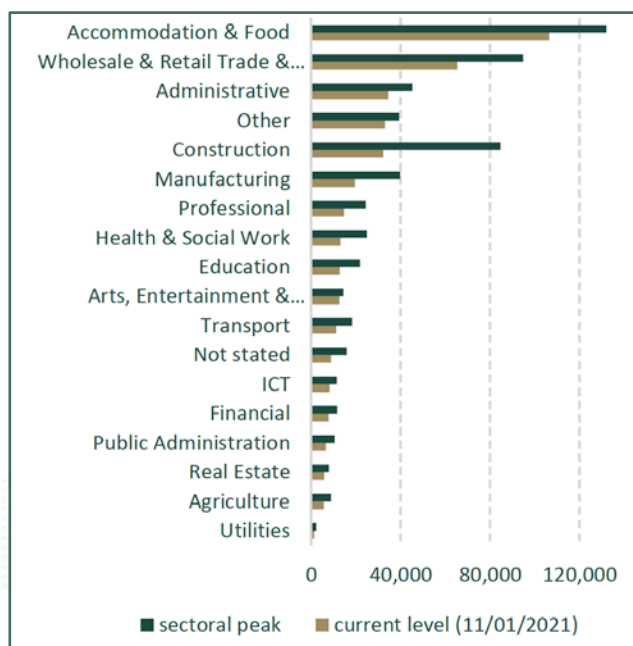


Source : SE de Dublin, à partir des données fournies par le CSO

Le *Central Statistics Office* (CSO), l'institut irlandais de la statistique, évalue le taux de chômage à l'aide d'un nouvel indicateur : le « *COVID-19 Adjusted Measure of Unemployment* ». En intégrant l'ensemble des personnes ayant perdu leur emploi sous l'effet de la crise sanitaire au sein des chômeurs – celles-ci bénéficiant de l'allocation spécifique mise en place pour soutenir leurs revenus (*Pandemic Unemployment Payment* ou PUP) – le taux de chômage ajusté s'établit ainsi à 20,4% au mois de décembre 20. Les secteurs de l'hébergement et de la restauration, ainsi que du commerce de gros et de détail sont les plus représentés parmi les bénéficiaires du PUP (Voir Figure 3). Le taux de chômage des jeunes (15-24 ans), quant à lui, s'élève à 19,4% (mesure standard) ou 44,8% (indicateur ajusté).

Selon le *scénario central* de la CBI (et mentionné *supra*), enfin, le taux de chômage devrait demeurer élevé cette année et la suivante : à 9,3% en 2021 puis à 7,9% en 2022.

Figure 3 : Bénéficiaires du *Pandemic Unemployment Payment* (PUP) par secteur d'activité



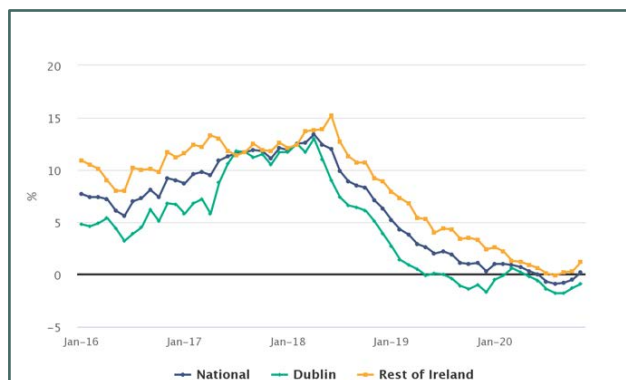
Source : Department of Finance (DoF)

4 Immobilier

L'indice PMI dans la construction, calculé par Ulster Bank, a reculé au mois de décembre 20 par rapport au mois précédent (-1,2 pts à 52,3) mais demeure en territoire d'expansion. La dynamique observée ces derniers mois devrait toutefois s'inverser dès janvier 21 en raison de la fermeture des chantiers du BTP liée à l'entrée du pays dans son troisième confinement.

Dans ses prévisions macroéconomiques d'hiver, l'ESRI estime qu'environ 18 500 logements seront livrés en 2020 suivis de 19 500 en 2021. Ces chiffres sont très en deçà des 28 000/an sur vingt ans estimés nécessaires pour répondre à la croissance démographique du pays. D'autres calculs portent cette estimation à 33 000/an. La Covid-19 ayant entraîné une baisse substantielle des logements mis en chantier (jusqu'à -45% d'une année sur l'autre au mois d'août 20, par exemple), l'offre de logements est peu susceptible de répondre à la demande sur le marché à court ou moyen terme et les prix de l'immobilier peu susceptibles de décroître. Le think tank indique que l'évolution de la migration intérieure sera un facteur clé des besoins du pays en matière de logement ces prochaines années.

Figure 4 : Variation annuelle des prix de l'immobilier résidentiel (%)



Source : CSO

Le marché de l'immobilier irlandais fait preuve de résilience depuis le début de la crise sanitaire (Voir Figure 4). Les prix dans le secteur résidentiel et sur l'ensemble du territoire ont non seulement peu reculé ces derniers mois, mais également très légèrement progressé au mois de novembre 20, à +0,4% par rapport au mois d'octobre 20 (glissement mensuel) et +0,2% par rapport au mois de novembre 19 (glissement annuel).

5 Inflation

En Irlande, l'inflation mesurée par l'Indice des Prix à la Consommation (*Consumer Price Index* ou CPI) a baissé de -1% en décembre 20 par rapport à décembre 19 (Voir Figure 5). Sur l'ensemble de l'année, l'inflation a diminué de -0,3% (contre +0,9% en 2019). Depuis le début de la crise sanitaire, l'indice CPI a essentiellement été tiré par la chute des prix dans les secteurs suivants, classés par ordre de contribution à la variation totale : les transports (-1,6% sur l'année) ; l'habillement et les chaussures (-3,7%) ; le logement, l'eau, le gaz, l'électricité et les autres combustibles (-1,1%) ; ou encore l'ameublement, l'équipement ménager et l'entretien courant de la maison (-3,1%). À l'inverse, l'inflation a progressé dans les services d'éducation (+3%) et de santé (+2,8%), ainsi que pour les boissons alcoolisées et le tabac (+2,4%).

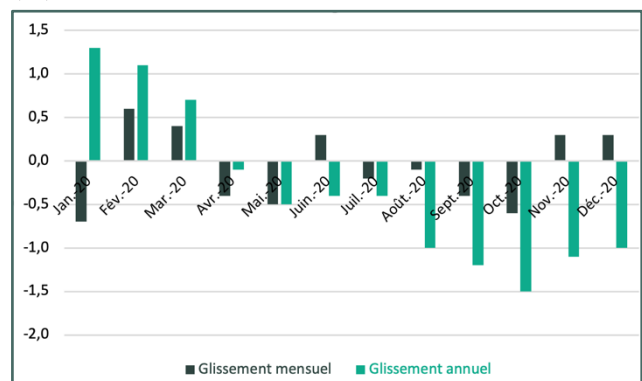
L'Indice des Prix à la Consommation Harmonisé (*Harmonised Index of Consumer Prices* ou HICP) suit la même tendance pour le mois de décembre 20 (-1%) et se situe également en territoire négatif sur l'ensemble de l'année (-0,5%).

Cette déflation – la plus importante depuis dix ans – fait écho au contexte actuel. La pandémie et les restrictions qui l'accompagnent contraignent la demande, le trafic aérien et tirent le cours des produits énergétiques ainsi que les prix immobiliers vers le bas. À noter également l'impact des mesures fiscales pour relancer l'économie : le gouvernement irlandais a, en effet, réduit le taux standard de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) de 23 à 21% pendant six mois à compter du 1^{er} septembre 20.

L'inflation sous-jacente, qui exclut du panier l'énergie et l'alimentation sujettes à une forte volatilité des prix, diminue quant à elle de -0,3% en décembre 20 par rapport à décembre 19 mais demeure légèrement positive sur l'année, à +0,1%.

Figure 5 : Évolution mensuelle des prix à la consommation

Variation en glissement mensuel et annuel du CPI (%)



Source : CSO

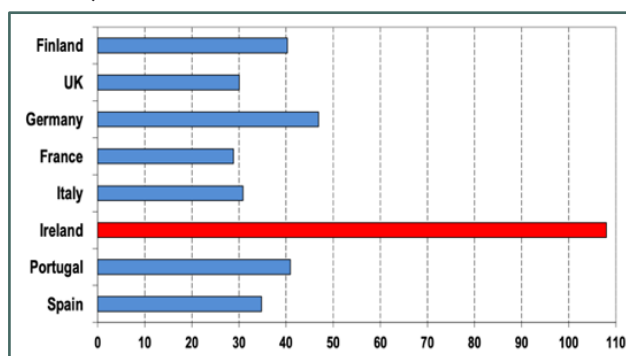
Si l'accord adopté par l'Union européenne (UE) et le Royaume-Uni dans le cadre du Brexit permet d'éviter l'ajout de droits de douane sur les produits importés en Irlande, les barrières non-tarifaires pourraient malgré tout tirer à la hausse le prix de certains biens sur les années à venir. La faible demande qui caractérise l'entrée dans la nouvelle année devrait toutefois peser plus lourdement sur l'évolution des prix à court terme. Au total, la CBI anticipe une croissance de l'HICP de +0,6% en 2021 puis +0,8% en 2022.

6 Commerce extérieur

La résilience des exportations irlandaises, influencées par un nombre relativement réduit de firmes multinationales (FMNs) dans l'industrie pharmaceutique et les services informatiques, a considérablement amorti le choc de la crise sanitaire sur les chiffres de la croissance en 2020 (Voir Figure 6).

D'après le CSO, les exportations de biens en valeur sur la période janvier-novembre 20 ont progressé de +5,4% (148 Mds€) par rapport à la période correspondante en 2019 (140 Mds€). Les seules exportations pharmaceutiques enregistrent, quant à elles, une croissance de +14% (98,5 Mds€), soutenues par la forte demande de produits médicaux et pharmaceutiques (+24%) et chimiques organiques (+5%) (Voir Figure 7). À l'inverse, les importations de biens en valeur ont diminué de -6% sur la même période (77 Mds€). Au total, l'Irlande enregistre un surplus commercial de 71 Mds€ sur la période janvier-novembre 20, en augmentation de +22% par rapport au solde enregistré l'année précédente.

Figure 6 : Exportations de biens et de services (% du PIB)

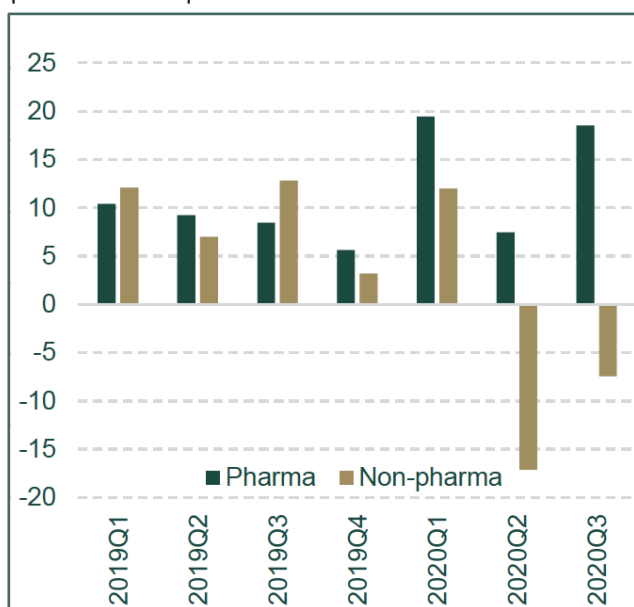


Source : AIB Economic Research

La ventilation de l'ensemble des produits pharmaceutiques à l'export révèle que la demande portait essentiellement sur des produits pouvant être utilisés pour le développement d'un traitement et d'un vaccin contre la Covid-19. Au total, le Ministère des finances (*Department of Finance* ou DoF) estime que les exportations de produits liés à la crise sanitaire, à savoir les consommables médicaux, tests de dépistage, désinfectants et produits de stérilisation, ont contribué pour deux tiers à la croissance des exportations pharmaceutiques irlandaises l'année dernière.

À contrario, les autres exportations (non-pharmaceutiques) ont reculé de -7% sur la période janvier-novembre 20, confirmant que les exportations pharmaceutiques – à destination principalement de l'UE (45%) et des États-Unis (38%) – ont constitué le moteur principal de l'économie irlandaise pendant l'année qui vient de s'écouler.

Figure 7 : Évolution trimestrielle des exportations en glissement annuel (%) – Biens pharma et non-pharmaceutiques



Source : CSO

Côté Brexit, la CBI indique que la sortie du Royaume-Uni du marché unique européen depuis le 1^{er} janvier 21 devrait s'accompagner de frictions commerciales pesant *in fine* sur l'économie irlandaise sans que cela ne soit toutefois comparable à la situation qui aurait résulté de l'absence d'accord (« *no-deal Brexit* »). Ainsi, les exportations des entreprises dites « indigènes » (« *indigenous exporting firms* ») devraient afficher davantage de résilience que prévu et profiter ainsi de la reprise mondiale post-crise, portant la croissance des exportations totales à +3,5% en 2021 et +5,5% en 2022.

Finances publiques

1 Exchequer

Recettes et dépenses publiques

D'après les chiffres publiés par le DoF, la crise sanitaire s'accompagne d'une baisse des recettes fiscales de seulement -3,6% en 2020 par rapport à 2019, pour s'établir à 57 Mds€.

Reflétant la baisse de la consommation sous l'effet des mesures de confinement, les recettes cumulées pour la TVA et les droits d'accise se sont contractées de respectivement -18% (-2,6 Mds€) et -8% (-493 M€). Les recettes cumulées de l'impôt sur le revenu, particulièrement résilientes face à la crise, ne diminuent, quant à elles, que de -1% (-224 M€). Cette performance est le résultat de l'impact sectoriel du choc économique lié à la Covid-19, ainsi qu'à la forte progressivité de l'impôt sur le revenu en Irlande ; les secteurs les plus exposés étant ceux où se concentrent les bas-salaires relevant des tranches peu taxées. À l'inverse, les recettes cumulées de l'impôt sur les sociétés (IS), tirées par les FMNs, ont progressé de près de +9% (+945 M€).

Côté dépenses, les plafonds inscrits dans le budget annuel ont largement été dépassés en raison des mesures prises pour faire face à la pandémie, essentiellement en matière de santé et de protection sociale. Les dépenses brutes s'établissent ainsi à 85 Mds€ en 2020, soit une augmentation de +26% (+18 Mds€) par rapport à 2019.

LE CHIFFRE DU MOIS

3,28

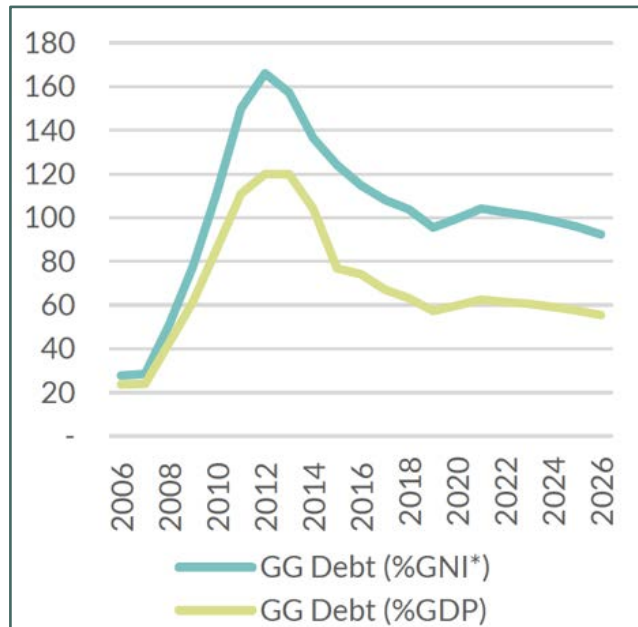
En amont du Forum économique mondial de Davos, Oxfam International, la confédération regroupant une vingtaine d'organisations caritatives en Irlande, souligne dans un rapport que 9 milliardaires irlandais ont vu leur fortune collective progresser de 3,28 Mds€ l'an dernier malgré la pandémie. Elle ajoute qu'un dixième de cette richesse supplémentaire permettrait de financer le vaccin contre la Covid-19 pour chacune des personnes vivant dans le pays.

Solde budgétaire et dette publique

L'*Exchequer* estime le déficit budgétaire à -19 Mds€ (soit -5,5% du PIB) contre une prévision initiale de -21,6 Mds€ (-6,2% du PIB) en 2020 ; un chiffre parmi les moins élevés de la zone euro.

Considérant que l'augmentation rapide du déficit public l'année dernière a résulté de la mise en œuvre de mesures d'urgence – et donc temporaires – la CBI indique que le solde budgétaire pourrait revenir à -2,4% du PIB, soit -4% du GNI* (mesure alternative au PIB corrigée de l'activité des FMNs) dès 2022. Non sans rappeler le rapport de l'*Irish Fiscal Advisory Council* (IFAC) portant avis sur le budget annuel du gouvernement, l'institution rappelle toutefois que toute augmentation permanente dans les dépenses publiques devra s'accompagner d'un financement à long terme.

Figure 8 : Trajectoire de la dette publique. Prévisions jusqu'en 2026



Source : CBI

Sans devoir s'y atteler dès maintenant, le rapport rappelle, enfin, que l'Irlande devra réduire sa dette publique au moment opportun pour réduire sa vulnérabilité face aux chocs futurs. Celle-ci pourrait atteindre 62,5% du PIB en 2021, soit 104% du GNI* (Voir Figure 8).

3 Financement de l'État

La *National Treasury Management Agency* (NTMA), l'équivalent irlandais de l'Agence France Trésor, a indiqué son objectif de financement pour l'année en cours, compris dans une fourchette entre 16 et 20 Mds€. Aucune obligation n'arrivant à échéance cette année, celui-ci résulte principalement des besoins en liquidité de l'*Exchequer* estimés pour l'heure à 18 Mds€ dans le Budget 2021.

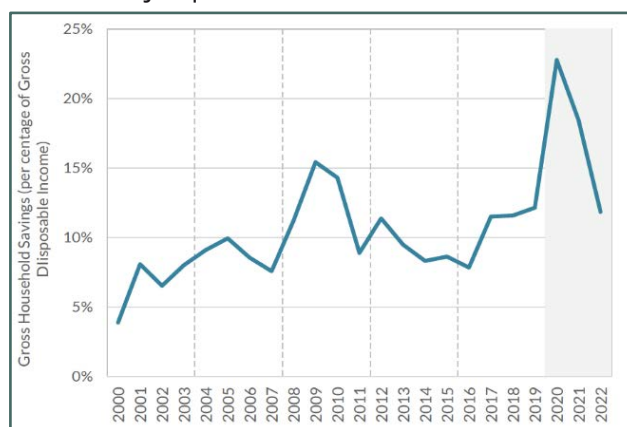
En comparaison, la cible de financement a atteint 24 Mds€ en 2020. L'Agence a également annoncé son calendrier pour le premier trimestre qui prévoyait une première opération par syndication, le 5 janvier 21. Le nouveau titre de référence irlandais à 10 ans a ainsi permis de lever 5,5 Mds€ au taux négatif de -0,26%. La demande totale a atteint 40 Mds€ provenant d'une base de 240 investisseurs. D'un point de vue géographique, la distribution met en évidence l'intérêt des investisseurs venant notamment du Royaume-Uni (33%), de la France et du Benelux (14%), des pays nordiques (12%), de l'Allemagne (10%) et de l'Italie (10%). Le montant syndiqué a pour l'essentiel été alloué aux banques (48%).

■ Secteur financier et assurances

1 Épargne des ménages

Dans son dernier rapport trimestriel, la CBI met en évidence le niveau historiquement élevé de l'encours des dépôts des ménages irlandais sous l'effet de la pandémie : +10,6 Mds€ pour la période allant de mars à novembre 20 sur un total de 123,6 Mds€. D'après les données publiées par le CSO, le taux d'épargne des ménages (épargne divisée par le revenu brut disponible) a atteint 37% au deuxième trimestre 20 puis 21% au suivant (Voir Figure 9) alors que la tendance à long terme s'élève à 10%. Cette situation résulte de la combinaison, d'une part, des mesures de soutien aux revenus des ménages et, d'autre part, du fait que de nombreux secteurs aient finalement été peu exposés à la Covid-19.

Figure 9 : Taux d'épargne des ménages (%) – Prévisions jusqu'en 2022



Source : CBI

La CBI ajoute que l'allocation de cette épargne sera essentielle dans le cadre de la relance post-crise, notamment en soutien de la consommation des ménages. À ce titre, le rebond soutenu observé dans les dépenses de consommation entre les deux premiers confinements, et qui correspond donc au troisième trimestre de l'année dernière, laisse suggérer que l'épargne disponible devrait constituer un *stimulus* clé pour l'économie domestique, mais pas avant 2022. En effet, l'épargne de précaution devrait perdurer cette année.

2 Banques

Lors d'une allocution devant l'*Oireachtas*, Ed Sibley, le vice-gouverneur de la CBI, a déclaré que la fermeture de l'Ulster Bank – dont le sort demeure encore incertain aujourd'hui, sa société mère britannique procédant depuis quelques mois à un examen stratégique – pourrait conduire à une réduction de la concurrence sur le marché du crédit en Irlande. Les inquiétudes les plus vives concernent les prêts accordés aux petites et moyennes entreprises (PMEs), concentrés autour de seulement trois banques (20% pour l'Ulster Bank) de sorte que la perte de l'une ou l'autre d'entre elles pourrait avoir de sérieuses conséquences.

Quatre des principales banques opérant en Irlande (AIB, *Bank of Ireland*, Permanent TSB et KBC) ont créé ensemble *Syntech Payments*, une application de paiement numérique qui pourrait répondre à la demande croissante de leurs clients, de plus en plus tournés vers les applications mobiles telles que Revolut. Cette dernière comptabilise pas moins d'un million d'utilisateurs en Irlande, soit 25% de la population adulte. À ce titre, le DoF s'appuie régulièrement sur les nombreuses données recueillies par Revolut dans le cadre de ses études financières.

Entreprises

1 Covid-19

L'annonce du troisième confinement à compter du 24 décembre 20 s'est accompagné d'un double paiement du « *Covid Restrictions Support Scheme* » (CRSS) versé toutes les semaines aux entreprises éligibles ; et ce pour une durée de trois semaines pour compenser l'impact résultant de la fermeture des commerces « non-essentiels » pendant les fêtes de fin d'année. Ce programme de soutien s'adresse aux entreprises qui doivent fermer leurs portes sous l'effet des restrictions sanitaires.

Les transports et le tourisme sont sans nul doute parmi les secteurs les plus affectés par la pandémie mondiale. C'est ce que confirme la *Dublin Aviation Authority* dans ses chiffres pour le mois de décembre 20. Au total, l'aéroport de Dublin a enregistré 291 000 passagers contre 2 300 000 en décembre 19, soit une baisse de -87% de voyageurs. La Commission européenne a récemment autorisé le financement d'un montant total de 15 millions d'euros alloués sous forme de subventions directes au secteur du tourisme irlandais conformément au relèvement temporaire du plafond des aides d'État.

Une étude de *Bank of Ireland* révèle qu'un tiers des entreprises en Irlande s'attend à une baisse de son activité commerciale au cours des 3 prochains mois. Sur une note plus positive, elles sont trois sur cinq à anticiper une croissance à horizon 1 à 3 ans selon l'efficacité du déploiement du vaccin et l'évolution des relations commerciales post-Brexit avec le Royaume-Uni.

2 Brexit

Malgré l'accord adopté par l'UE et le Royaume-Uni sur leurs relations post-Brexit, une enquête de *Chartered Accountants Ireland* signale que plus de la moitié des entreprises irlandaises rencontrent des perturbations dans leurs chaînes d'approvisionnement, en raison notamment des nouvelles formalités douanières aux frontières. Un tiers des entreprises interrogées auraient ainsi arrêté d'exporter des marchandises via le Royaume-Uni.

3 Investissements directs étrangers (IDE)

L'OCDE a publié un rapport (« *FDI Qualities Assessment of Ireland* ») dans lequel l'organisation présente les résultats de son évaluation portant sur la qualité des IDE réalisés en Irlande sur la période 2006-16. Dans l'ensemble, le document salue le travail de promotion réalisé par l'agence *Ireland Development Agency* (IDA). Les IDE favorisent la croissance économique, les gains de productivité et le marché du travail (20 000 emplois ont été créés l'année dernière malgré l'impact de la Covid-19). Néanmoins, il souligne les risques liés à la concentration des IDE dans un nombre restreint de secteurs et de pays d'origine : 70% du stock d'investissements entrants proviennent des États-Unis. Le rapport met également en évidence le manque de relations entre les FMNs et PME irlandaises. Enfin, il a permis d'appuyer le développement d'une nouvelle stratégie (2021-24) lancée par l'agence plus tôt ce mois-ci, intitulée « *Driving Recovery and Sustainable Growth* ».

4 Objectifs de développement durable

Selon le *Tánaiste* Leo Varadkar, également ministre des entreprises, du commerce et de l'emploi, moins de 20 entreprises irlandaises ont signé le Pacte Mondial des Nations Unies en vertu duquel elles s'engagent à respecter les normes internationales du travail, y compris l'élimination de toute discrimination en matière d'emploi, les principes de protection de l'environnement et la lutte contre la corruption. Il a également noté que l'Irlande était l'un des seuls pays en Europe à ne pas avoir développé de réseau local autour de cette initiative lancée par Kofi Annan en 2000. Le vice-premier ministre a explicitement encouragé les entreprises à rejoindre le Pacte comme parties prenantes. Il a rappelé que le plan national de relance et de résilience sur le point d'être dévoilé dans le cadre de la Facilité européenne s'attachera en priorité à la relance post-crise, mais également à bâtir une société plus inclusive, résiliente et durable.

Tableau des indicateurs mensuels

	janv-20	févr-20	mars-20	avr-20	mai-20	juin-20	juil-20	août-20	sept-20	oct-20	nov-20	déc-20
Production												
PIB trimestriel à prix courants (Mds€)			92,140			86,736			95,598			n/a
<i>Croissance réelle (var. annuelle %)</i>			4,63%			-3,49%			8,13%			n/a
Indice de production industrielle (AVS, Base 100 = 2015)	93,8	94,3	122,1	97,1	87,1	95	111,8	92,8	89,1	88,6	135,4	n/a
<i>Secteur "traditionnel"</i>	119,9	109,3	111,8	86,7	82,6	93,5	110,6	108,6	108,5	110,7	108,9	n/a
<i>Secteur "moderne"</i>	86,8	85,4	114,9	98,8	89,1	95,2	121,1	91	86,9	87,7	137,4	n/a
Purchasing Managers Index - Manufacturing	51,4	51,2	45,1	36,0	39,2	51,0	57,3	52,3	50,0	50,3	52,2	57,2
Purchasing Managers Index - Services	56,9	59,9	32,5	13,9	23,4	39,7	51,9	52,4	45,8	48,3	45,4	50,1
Purchasing Managers Index - Construction	50,9	50,6	28,6	4,5	19,9	51,9	53,2	44,0	47,0	48,6	53,5	52,3
Compte courant												
Importations de marchandises (Mds€)	7,6	8,2	6,3	5,7	6,5	6,3	8,1	6,8	6,2	6,9	8,4	n/a
Exportations de marchandises (Mds€)	13,6	12,1	16,7	11,4	12,9	12,9	13,1	14,5	13,5	12,3	14,4	n/a
Solde commercial (Mds€)	6,0	3,9	10,4	5,6	6,3	6,6	4,9	7,7	7,3	5,3	5,9	n/a
Balance courante trimestrielle (Mds€)			-14,55			11,66			12,70			n/a
Balance courante trimestrielle (% du PIB)			-16,0%			14,1%			12,8%			n/a
Evolution des prix												
Inflation CPI (var. mensuelle en %)	-0,7%	0,6%	0,4%	-0,4%	-0,5%	0,3%	-0,2%	-0,1%	-0,4%	-0,6%	0,3%	0,3%
Var. mensuelle des prix immobiliers - Irlande sauf Dublin (%)	-0,4%	-0,4%	0,0%	0,2%	0,1%	0,3%	0,5%	0,0%	0,4%	0,4%	0,7%	n/a
Var. mensuelle des prix immobiliers - Dublin (%)	0,7%	0,1%	0,1%	-0,4%	-0,2%	-0,2%	-0,2%	0,0%	0,1%	0,5%	0,2%	n/a
Var. mensuelle des loyers dans le parc privé (%)	-0,1%	0,3%	-0,4%	-1,8%	-1,1%	-0,3%	0,2%	0,2%	0,4%	-0,5%	0,0%	0,4%
Marché du travail												
Nombre de chômeurs (milliers)	123,0	122,6	123,2	110,1	111,7	123,4	148,0	163,7	177,3	183,3	179,4	n/a
<i>Taux de chômage global</i>	4,9%	4,9%	5,1%	4,7%	4,8%	5,3%	6,2%	6,7%	7,2%	7,1%	7,3%	7,2%
<i>Taux de chômage des jeunes</i>	12,0%	12,0%	12,9%	13,3%	14,4%	15,6%	17,2%	17,9%	19,9%	19,3%	20,4%	19,4%
Salaires horaires moyens (var. annuelle en %)			3,0%			7,2%			3,8%			n/a
Consommation et investissement												
Conso finale privée (var. trimestrielle en %)			-3,1%			-19,6%			21,3%			n/a
Investissement (var. trimestrielle en %)			-3,6%			-67,4%			4,4%			n/a
Indice de la vente au détail (var. annuelle en volume en %)	5,4%	-0,1%	-11,4%	-43,7%	-24,9%	5,0%	9,0%	8,6%	10,7%	7,7%	-4,3%	8,2%
<i>Indice de la vente au détail - Hors auto</i>	3,2%	0,8%	-0,3%	-24,9%	-14,1%	3,5%	5,7%	6,8%	9,1%	9,4%	-2,8%	7,6%
<i>Indice de la vente au détail - Auto</i>	7,2%	-2,1%	-30,5%	-81,1%	-50,2%	3,3%	15,0%	13,6%	18,4%	3,7%	-9,4%	14,2%
Secteur financier												
Encours de dépôt des ménages (var. mensuelle en %)	0,9%	0,6%	0,8%	2,6%	1,3%	0,7%	1,6%	0,2%	0,6%	1,4%	0,5%	n/a
Encours de dépôt total (var. mensuelle en %)	1,4%	-0,1%	2,6%	1,8%	1,1%	0,8%	1,4%	0,1%	1,9%	1,3%	0,9%	n/a
Encours de crédit aux ménages (var. mensuelle en %)	-0,2%	-0,9%	-3,9%	-0,4%	-0,3%	0,3%	0,8%	0,0%	0,3%	0,1%	-1,4%	n/a
Encours de crédit hypothécaire des ménages (var. mensuelle en %)	-0,1%	-1,0%	-3,1%	-0,1%	-0,1%	0,3%	1,1%	-0,1%	0,3%	0,1%	-1,6%	n/a
Encours de crédit aux SNF (var. mensuelle en %)	-1,2%	-0,6%	0,9%	4,2%	-0,8%	-1,5%	-2,1%	0,1%	-2,2%	-0,9%	0,3%	n/a
Indice boursier ISEQ (dernier)	6998,2	6397,4	5153,7	5603,0	5888,6	5973,9	6099,6	6434,4	6380,9	6427,7	7184,7	7376,3
Rendement de l'obligation à 10 ans (dernier)	-0,151	-0,159	0,097	0,089	0,105	0,012	-0,107	-0,034	-0,139	-0,247	-0,254	-0,304

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Service économique de Dublin
Rédacteurs : Alice Choquart

Pour s'abonner : www.tresor.economie.gouv.fr
Crédits photo : © Tobias von der Haar